


Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées	
Référence : 2019-Is071T3	
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL
Société ECTRA SAS Rue du docteur Berrehail ZI Crolles 38920 Crolles	S3IC Priorité <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP DREAL <input checked="" type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input checked="" type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : entrepot logistique	
Date du contrôle : 29/11/2019	
Inspecteur(s) : Christelle TAIN	
Circonstances du contrôle	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .. <input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : action nationale	
Thème(s) du contrôle : Risques	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) :	
Entrepot	
Référentiel(s) du contrôle :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</li> </ul>	
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)	
Nom	Société
M. Pommelet	
M. Dubouchet	
Mme Sargian	
	Qualité
	Président
	Directeur des opérations
	Responsable QHSE
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> T3



<p><b>Nature du document à vérifier</b></p> <p>☐ : Présence documentaire effective</p> <p>Ⓜ : Observer, voir, constater sur le site</p>	<p><b>N° prescription (point de l'annexe II)</b></p>	<p><b>Prescription</b></p>	<p><b>C-NC-NV</b></p>	<p><b>Constats – Commentaires – Observations – Délais</b></p>
<p>Début d'exploitation de l'entrepôt en décembre 2018</p> <p>Les cellules sont séparées par des murs dépassant de 1 mètre en toiture. Le caractère coupe feu des murs séparatifs doit être attesté par des PV : REI120 sauf mur entre cellules A et P1 REI 180</p> <p><b>DAC 1 : transmettre les PV sous 3 mois</b></p>				
<p><b>Organisation des stockages</b></p>				
<p>Ⓜ Conformité des matières stockées avec l'AP d'autorisation ou Enregistrement. En particulier les produits dangereux stockés en quantité importante (quantité supérieure au seuil de déclaration) (toxiques, dangereux pour l'environnement, inflammables, explosifs ...) feront l'objet d'une attention particulière</p> <p>☐ l'Etat des stocks</p> <p>=&gt; vérifier l'organisation pour mise à disposition au SDIS, notamment en situation d'urgence</p>	<p>AP</p> <p>1.4</p>	<p>Conformité au tableau de nomenclature</p> <p><b>État des matières stockées tenu à jour et à disposition du SIS et de l'inspection.</b></p>		<p>L'état des stocks est géré via le logiciel GEODE qui permet de traiter les entrées dans la demi-journée et les sorties au fil de l'eau. Le logiciel permet notamment de vérifier les quantités de produits par rubrique ICPE et par cellule et de calculer les coefficients SEVESO au fil de l'eau.</p> <p>L'examen de l'état des stocks du 29/11/2019 montre que les quantités stockées le jour de l'inspection n'atteignent pas les seuils SEVESO seuil bas que ce soit directement ou par cumul.</p> <p>Par contre, l'exploitant affiche des capacités « limite arrêté » qui dépasse les quantités déclarées (rubriques 4610 ou 4620 par exemple) ou qui concernent des rubriques non déclarées (rubriques 4431, 4722 par exemple)</p> <p>Les données concernant le stock du jour sont enregistrées sur un serveur hébergé sur site avec sauvegarde à l'extérieur toutes les nuits.</p> <p>A noter que l'exploitant n'est pas en capacité de présenter l'état des stocks en dehors du jour même.</p>

			<p>DAC n°2 : l'exploitant devra lister explicitement et de manière exhaustive les rubriques et quantités maximales associées aux produits susceptibles d'être stockés sur le site. Compte tenu de ces données (toutes les rubriques avec les quantités maximales susceptibles d'être sur site donc déclarées), il vérifiera que le site reste non SEVESO seuil bas et non soumis à la rubrique 4001. - Délai 1 mois.</p> <p>DAC n°3 : l'exploitant doit pouvoir justifier de l'état des stocks par rubrique et par cellule ainsi que de la vérification des seuils SEVESO de manière rétroactive. Délai 1 mois.</p>
<p>📖 Disponibilité des FDS : Gestion des fiches (mises à jour, etc.) logiciel particulier ?</p>	1.4	<p>FDS pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail, présentes sur site et avant réception des matières à disposition des SIS et de l'inspection</p>	<p>L'exploitant dispose d'une base de données informatique avec les FDS. La FDS de l'acide fluorhydrique 48 % ANAL R n'est pas présente sur le serveur mais l'exploitant a pu en fournir une version papier. La FDS de l'acide fluorhydrique 50 % MOST n'a pas été présentée. De la même manière que l'état des stocks, les FDS sont sauvegardées sur un serveur externe.</p> <p>DAC n°4 : l'exploitant doit veiller à la mise à disposition de l'ensemble des FDS qui doivent être tenues à jour. Délai 1 mois.</p>
<p>🔍 Pour les matières dangereuses liquides, vérifier la hauteur du stockage par rapport au sol intérieur</p>	9	<p>Matières dangereuses liquides : hauteur de stockage par rapport au sol intérieur &lt; 5 mètres, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, limitation applicable uniquement aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p>	<p>Vérification dans la cellule P5 dédiée aux liquides inflammables : présence de liquides inflammables stockés à plus de 5 mètres de hauteur (la hauteur de stockage est à considérer au niveau le plus haut des matières stockées).</p> <p>DAC N°5 : limiter la hauteur de stockage des LI à 5m. Délai 8 jours</p>

<p>☞ Vérifier la distance entre le haut des stockages et les têtes de sprinklage, la base de la toiture, le plafond ou les systèmes de stockage et d'éclairage. En cas de doute, demander à l'exploitant de justifier la conformité. Pour les réseaux de sprinklage sous toiture, une distance minimale de 1 m entre les têtes est valable dans la très grande majorité des cas. Pour des réseaux intermédiaires, on peut en général réduire cette distance à 0,6 m.</p>	9	<p>Distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie maintenue entre les stockages et la base de la toiture, le plafond ou tout système d'éclairage ou de chauffage.</p>	<p>Vérification par sondage dans la cellule A dédiée au stockage 1510 (pas de produits dangereux) et équipée d'un sprinklage eau. La distance de 1 m entre les têtes de sprinklage et le haut des stockages semble respectée.</p> <p>A noter la présence d'une mezzanine à 2 niveaux et d'armoires rotatives équipées de têtes de sprinklage, non déclarées dans le dossier initial.</p> <p><b>DAC n°6 : déclarer les modifications au préfet avec tous les éléments d'appréciation notamment de conformité à l'arrêté ministériel 1510 enregistrement. Délai 1 mois.</b></p>
<p align="center"><b><u>Prévention risques incendie</u></b></p>			
<p> Documents à tenir à disposition du SDIS</p>	3.5	<p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;</li> </ul> <p>Ces documents sont annexés au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>	<p>L'exploitant dispose d'un plan qui a été transmis au SDIS pour l'établissement du plan ETARE qui devrait être finalisé avant la fin de l'année.</p> <p>Les consignes d'accès ne sont pas formalisées.</p> <p><b>DAC n°7 : finaliser le plan ETARE et formaliser les procédures sous 1 mois</b></p>
<p>☞ Voir la présence des dispositifs de détection en place dans l'entrepôt. ☞ Voir la centrale incendie afin de détecter les éventuels défauts de détection, reports alarme, alarme permanente ...</p>	12	<p>Transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages</p>	<p>Cellules P1 à P4 : vu détecteurs ioniques fumées et chaleur cellule P5 : vu idem + détecteurs flammes</p> <p>Alarme en défaut sur centrale incendie correspondant à un détecteur de flamme (cellule P5) dont le cablage est sectionné.</p>

			Observation n°1 : lever le défaut d'alarme sur la centrale. Délai 1 mois.
			Alarme perceptible en tout point du bâtiment
			Détection adaptée aux produits stockés et au mode de stockage
			Alarme testée la veille et audible en tout point des locaux selon l'exploitant. Déclaration d'installation en date du 28/11/2019 qui stipule des écarts au référentiel APSAD R7 <b>DAC n°8 : transmettre le certificat de conformité du système de détection (N7) ainsi que le certificat de vérification (Q7). Délai 2 mois.</b>
☞ Présence, accessibilité et disposition de prises d'eau, de poteaux ou de bouches d'incendie ☞ Présence des réserves d'eau, état de propreté et niveau ☞ Vérifier par sondage sur site les étiquettes de contrôle sur les équipements ☞ Présence d'un dispositif hors-gel ☞ Rapports de contrôles annuels des poteaux incendie (contrôle des débits)	13	Points d'eau incendie pouvant être : - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.	Présence sur site de : - 2 PI normalisés alimentés par le réseau communal mesurés à 105 m³/h sous 1 bar et 120m³/h sous 1 bar (PV du 28/11/2019 de la société SAI) - 2 réserves souples de 120 m³ unitaires avec raccord pompier  Les moyens disponibles sur site permettent de fournir un débit de 210 m³/h pendant 2 heures (calcul suivant règle D9)  Les 4 poteaux sont répartis au quatre coins de l'entrepôt conformément au dossier.
	13	Points d'eau d'incendie devant : - être équipées prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie ; - en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures ; - être présents à moins de 100 m de chaque accès extérieur ;	
	13	Extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles et comportant	Vérification par sondage Vu extincteur poudre 9kg dans cellule P5 vérifié en novembre 2018.

<p>☞ Possibilité de faire tester un RIA par l'exploitant (en extérieur, par un opérateur formé choisi au hasard, par une issue de secours pour ne pas noyer une cellule)</p>		des agents d'extinction appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;		Pas de certificat N4 présenté. <b>DAC n°9 : transmettre les certificats N4 et Q4 . Délai 2 mois.</b>
	13	RIA à proximité des issues disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents et utilisables en période de gel (point non applicable pour les cellules ou parties de cellules de stockage totalement automatisé)		Vérification par sondage Vu RIA eau dans cellule A vérifié le 26/11/2019  Pas de certificat N5 présenté. Le document en date du 3/12/2018 fait état d'écarts au référentiel APSAD R5.  <b>DAC n°10 : transmettre les certificats N5 et Q5 . Délai 2 mois.</b>
	7	Cellules dotées d'un système d'extinction automatique d'incendie classique : surface < 12 000 m² et hauteur < 23 m		Cellule A : extinction eau Cellules P1 à P5 : mousse haut foisonnement Coulouir chimie : mousse bas foisonnement Cellules P6 à P8 : eau ou eau glycolée
	7	Cellules dotées d'un système d'extinction automatique d'incendie permettant à lui seul l'extinction de l'incendie et muni d'un pompage redondant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• hauteur &lt; 13,70 m si surface &gt; 12 000 m² ;</li> <li>• surface &lt; 6000 m² si hauteur &gt; 23 m ;</li> <li>• sinon, surface &lt; 12 000 m² et hauteur &lt; 23 m.</li> </ul>		
<p>☞ Attestation de conformité du système d'extinction automatique et des prises de raccordement par rapport aux normes et référentiels en vigueur</p> <p>☞ Registre de maintenance du système d'extinction automatique d'incendie</p>	13	Systèmes d'extinction automatique d'incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus ;</li> <li>- efficacité qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; qualification précisant que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</li> </ul>		<b>DAC n°11 : certificats de conformité et de vérification (N1/Q1, N12/Q12...) à transmettre. Délai 2 mois</b>  Intervention du CNPP prévue le 5/12/2019 pour vérification des installations.
	13	Points à vérifier sur terrain		Vu local avec deux motopompes diesel redondantes : chaque motopompe dispose d'une réserve de 520 l de gasoil permettant une autonomie de 4 heures. Il existe également une réserve de 400 l de gasoil
☞ Local à sprinklage : <ul style="list-style-type: none"> <li>• démarrage des moto-pompes (registre ou essai) ;</li> <li>• réserves de carburant pour les moto-pompes diesel ;</li> </ul>				



<ul style="list-style-type: none"> <li>actions de maintenance</li> </ul>			<p>dans le local. Essai semestriel réalisé la veille par société J. ISCO et essais hebdomadaires en interne d'après l'exploitant. Vu réserve eau sprinklage de 451 m<sup>3</sup> Vu local de mélange avec réserve émulseurs.</p> <p><b>DAC n° 12 : d'une manière générale, le plan de vérification périodique des installations doit être complété (manquent par exemple les systèmes d'extinctions automatiques) et la traçabilité des opérations réalisées mise en place . delai 2 mois</b></p> <p>Vu contrat en date du 14/11/2019 signé avec la société J.ISCO et relatif à l'entretien des motopompes diesel, du groupe, du stockage et de l'unité de dosage de l'émulseur.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Vérifier la <b>présence</b> de cantons de désenfumage et des exutoires de fumées + <b>manœuvrabilité</b></li> <li>☞ Vérifier par sondage sur site les étiquettes de contrôle sur les équipements</li> </ul> </li> </ul>	5	<p>Cantons de désenfumage équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins 4 exutoires à commande automatique et manuelle parmi les dispositifs d'évacuation des fumées pour 1000 m<sup>2</sup> de toiture ;</li> <li>- surface utile de l'ensemble de ces exutoires &gt; 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</li> </ul>	<p>Présence de 4 cantons de désenfumage dans cellule A conformément au dossier.</p> <p>Vu PV de fin de travaux pour le désenfumage mais certificat de conformité (N17) à transmettre.</p> <p><b>DAC n°13 : transmettre certificats N17 et Q17 sous 2 mois.</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li> <ul style="list-style-type: none"> <li>📖 Registre des exercices de défense contre l'incendie</li> </ul> </li> </ul>	13	Exercice de défense contre l'incendie dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation et renouvelé au moins tous les trois ans.	<p>Pas d'exercice organisé pour l'instant.</p> <p><b>DAC n°14 : réaliser un premier exercice sous 3 mois.</b></p>
<b>Gestion des eaux d'incendie</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Vérifier présence de moyens de récupération des eaux d'extinction</li> </ul>	11	Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux	Présence de deux bassins communicants de 764 et 403 m <sup>3</sup> recevant l'ensemble des eaux pluviales du site avant épandage dans un champ



		utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.		d'épandage souterrain ; volume de rétention disponible conforme à la D9A. Présence d'une vanne de barrage permettant de bloquer l'évacuation des eaux vers le champ d'épandage. Vanne testée positivement le jour de l'inspection. La fermeture de la vanne sera prochainement asservie à la détection incendie.
☞ Voir les emplacements et la position des organes de manœuvre et de sectionnement des exutoires sur les rétentions « eaux d'extinction incendie »	11	Vérification de l'accessibilité des organes d'isolement des eaux d'extinction incendie (rétentions intérieure, extérieure ?)		

**Suites à donner :** transmettre plan d'actions relatifs aux DAC 1 à 14

Signature de l'inspecteur

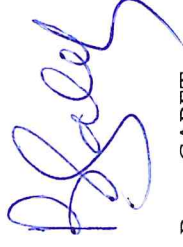
L'inspecteur de l'Environnement



Christelle TAIN

Vérificateur / approbateur

L'adjoint au chef de l'unité départementale



Bruno GABET

**- 5 DEC. 2019**

